

Revue des Sociétés

Janvier/Mars
2008

n° 1

NE

POSITIONS SUR
"la réalisation de
des affaires"

consultation des
tiers obligataires
le cadre d'une
procédure collective
de liquidabilité

doctrines civilistes sur
le mandat de société

modèle
allemand en droit
des sociétés

◆ Sociétés en général
Administrateur provisoire et
groupe de sociétés

p. 96

Contrôle conjoint et action de
concert entre une société
minoritaire et ses cadres

p. 104

◆ Sociétés anonymes
Licenciement d'un dirigeant et
révocation du mandat social
dans une filiale

p. 124

◆ Sociétés civiles
Obligation aux dettes
d'un associé et incidence
d'un règlement amiable

p. 131

Obligation aux dettes
d'un associé et incidence
de la dissolution de la société

p. 137

◆ Commissaires aux comptes
Manquement à l'obligation
d'indépendance
et relèvement des fonctions

p. 146

◆ Droit pénal des sociétés
Banqueroute et impossibilité
pour les juridictions
commerciales et pénales
de prononcer une interdiction
de gérer pour les mêmes faits

p. 165

◆ Droit fiscal des sociétés
Évaluation de titres et absence de
liberté d'en disposer

p. 184

JURISPRUDENCE

◆ Sociétés en général
Qualification de contrat
à durée indéterminée et
pacte d'actionnaires

p. 89

DALLOZ

CARDEX	✓
VOGES	
EDITIONS	
	1
JAN 3 2008	

DOCTRINE

Les propositions sur la "dépenalisation de la vie des affaires",
par Haritini Matsopoulou.....

La consultation des créanciers obligataires dans le cadre d'une procédure collective d'insolvabilité, par Bernard Grelon 25

Regards civilistes sur le contrat de société, par Thierry Favario..... 53

Loi modèle européenne en droit des sociétés, par Theodor Baums 81

JURISPRUDENCE

89

SOCIÉTÉS EN GÉNÉRAL

Qualification du pacte d'actionnaires stipulant qu'il s'appliquera aussi longtemps que les parties demeureront ensemble actionnaires,
Com. 6 novembre 2007, note Jacques Moury 89

Le recul de l'administration provisoire "de groupe",
Paris, 1^{er} juin 2007, note Laurent Godon 96

Le contrôle d'une SAS par la mère d'une société minoritaire et par les cadres de celle-ci, CE 6 juillet 2007, note Paul Le Cannu..... 104

Une caution, non conforme à l'intérêt social, octroyée par une filiale peut être annulée malgré une communauté d'intérêts entre les sociétés d'un même groupe,
Com. 13 novembre 2007, note Maggy Pariente 113

L'acceptation par le souscripteur de l'offre de contracter de l'émetteur d'obligations,
Com. 10 juillet 2007, note François Pasqualini & Valeria Pasqualini-Salerno 120

SOCIÉTÉS ANONYMES

La perte de confiance dans le salarié de la société mère justifie sa révocation en tant que directeur général de la filiale,
Com. 12 juin 2007, note Jean-Philippe Dom 124

SOCIÉTÉS CIVILES

Action en paiement des dettes d'une société civile contre un associé: conditions de recevabilité et incidence d'un règlement amiable visant la société,
Com. 18 septembre 2007, note Bernard Saintourens 131

La gestion de l'action en paiement contre les associés d'une société civile et le facteur temps, Com. 25 septembre 2007 et Civ. 3^e, 26 septembre 2007,
note Jean-François Barbière..... 137

Irrecevabilité du pourvoi formé par une société civile non immatriculée,
Com. 26 février 2008, note Jean-François Barbière..... 142

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le manquement à son obligation d'indépendance justifie son relèvement de fonctions d'un commissaire aux comptes,
Com. 10 juillet 2007, note Thierry Granier 146

DROIT PENAL DES SOCIÉTÉS

Prescription de l'abus de biens sociaux et avantages conférés à l'ancien président (frais d'avocat), Crim. 6 juin 2007, note Bernard Bouloc 151

Prescription et intérêt personnel dans l'abus de biens sociaux, Crim. 14 novembre 2007, note Bernard Bouloc.....	159
Précisions jurisprudentielles sur la faillite personnelle ou l'interdiction de gérer prononcée par le juge commercial et par le juge pénal, Crim. 31 octobre 2007, note Haritini Matsopoulou	165

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Pas d'application rétroactive de la nouvelle prescription en matière de faillite personnelle, Com. 16 octobre 2007, note Philippe Roussel Galle	174
Pouvoir du directoire de faire déclarer les créances sociales par un préposé, Com. 22 janvier 2008, note Jean-François Barbière.....	179

DROIT FISCAL DES SOCIÉTÉS

La limite apportée par le donateur à la liberté de disposer des titres donnés n'affecte pas leur valeur vénale réelle, Com. 6 février 2007, note Sophie Schiller	184
--	-----

SOMMAIRES COMMENTÉS DE JURISPRUDENCE 191

Sociétés en général - Assignation au nom de la société - Mentions requises - Nom du demandeur - Assignation délivrée au nom du gérant - Demande sociale - Irrecevabilité (C. pr. civ., art. 122), Paris, 7 septembre 2007	191
Sociétés en général - Comptes courants d'associés - Demande en remboursement de la créance - Pertes de la société - Compensation (non) - Pertes non établies, Paris, 19 septembre 2007	192
SARL - Gérant - Rémunération - Convention réglementée (non) - Participation au vote (oui), Paris, 6 décembre 2007.....	194

CHRONIQUE DE DROIT EUROPÉEN DES SOCIÉTÉS 197

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION 211

RÉPONSES MINISTÉRIELLES 215

BIBLIOGRAPHIE 219

COLLOQUES - PRIX 237